LES CHRÉTIENS D'ORIENT, RITE SACRIFICIEL DU TRIOMPHE DU GME

Tuez-les, tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens !

Les chrétiens d'Orient vivent une véritable tragédie qui peut se transformer en plusieurs génocides. La feuille de route du terrorisme au Moyen-Orient étant la même — ou presque — que celle tracée par les Etats-Unis et l'OTAN.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les Eglises non latines de cette région du monde que l'on désigne sous le vocable de «chrétiens d'Orient», sont éligibles à symboliser le rite sacrificiel contemporain à partir duquel la reconfiguration de l'Orient et du Maghreb aura lieu.

C'est une belle opportunité, en effet, que d'intervenir au sol, directement, pour mettre fin aux massacres des chrétiens au nom des droits de l'Homme, de la civilisation, des valeurs universelles et de «l'âme chrétienne» de l'Occident.

Cette affaire mobilisera tout le monde, ici. Les laïcs, les républicains, les royalistes, les ONG, les courants de toutes les obédiences se réclamant de l'héritage de Jésus. Pourtant, au commencement, était l'intervention américaine en Irak, puis les troubles fomentés par la CIA, les néo-conservateurs et l'Alliance atlantique en Syrie. Les Etats irakien de Saddam Hussein et syrien de Bachar Al-Assad, séculiers, certes imparfaits, mais laïques où la religion ne régente pas la vie dans la cité, ont été la cible principale des va-t-en-guerre occidentaux.

Pas la monarchie des Al-Saoud, moyenâgeuse, rétrograde et décadente, ni les autres dynasties aux alentours du même acabit (Qatar, les Emirats...). Les stratèges américains, instruits par la CIA, ont identifié les priorités.

La première étant d'abattre le républicanisme et ne pas permettre l'édification, pas même les premiers fondements, d'Etats nationaux, indépendants souverains qui risquent de ne pas obéir aveuglément comme le font Riyad en Orient et Rabat au Maghreb.

Il n'est pas inintéressant de constater que depuis deux décennies, ce sont l'Égypte, l'Algérie, la Tunisie, l'Irak, la Syrie, aujourd'hui, le Yémen qui ont subi ou qui subissent des troubles importants.

L'Irak a déjà explosé alors que la Syrie ne tient que grâce à la vigilance de son armée et de populations civiles qui ont compris la nature du complot contre leur Etat. Ce n'est pas par hasard qu'en Syrie, ce sont les communautés chrétiennes qui soutiennent le régime Bachar Al-Assad. Les malheureux chrétiens de ce pays sachant, parfaitement, que le démantèlement de Assad signifie la fin de leur existence plus que millénaire en cette terre. L'exemple irakien, tout proche, et les malheurs subis par leurs frères en religion les enseignent sur leur sort plus que n'importe quelle analyse experte. L'impérialisme n'est pas, par nature, religieux, il n'hésitera pas à laisser «crever» les chrétiens d'Orient pour mettre en branle son nouveau projet dans cet espace. Le projet existe, il porte le nom de GME, Grand-Moyen-Orient pour les francophones. Initié du temps de Bush-fils, il est pris en charge par l'équipe Obama. La différence entre les deux n'est pas d'ordre doctrinal, mais tactique. Obama privilégie le travail de sape, le boulot du renseignement, l'appui sur des forces locales à l'expédition punitive des bidasses, de l'armée régulière. L'actuel président américain a, en fait, éliminé du GME les scories, les aspects esthétiques défigurants. Le chef de la Maison Blanche veut un remodelage du Moyen-Orient sans les horreurs apparentes que la méthode Bush charriait, un tracé de nouvelles frontières sans Guantanamo. Boulot que réalisent, ces jours-ci, l'Arabie Saoudite et les autres coalisés au Yémen sous prétexte d'endiguer l'influence de l'Iran. Alors que les Houthis sont yéménites depuis la nuit des temps, que leur rite, chiite, certes, est le plus proche du sunnisme, et que Téhéran s'est plutôt montré discret en cette affaire.

Photo : DR

Les chrétiens d'Orient ? Et si le plan était de les laisser crever ou partir, Dieu, après tout, reconnaîtra les siens ?

A. M.

La Turquie et l'Iran d'accord pour arrêter la guerre au Yémen

La Turquie et l'Iran sont d'accord pour arrêter la guerre au Yémen et encourager une solution politique, a déclaré hier le président iranien Hassan Rohani après un entretien avec son homologue turc Recep Tayyip Erdogan en visite à Téhéran.

«Nous avons parlé de l'Irak, de la Syrie, de la Palestine (...). Nous avons eu une plus longue discussion à propos du Yémen. Nous pensons tous deux qu'on doit voir le plus rapidement possible la fin de la guerre, qu'un cessez-le-feu complet soit instauré et que les attaques cessent contre le Yémen, a déclaré M. Rohani, dans une déclaration commune diffusée par la télévision d'Etat. L'Iran, qui soutient les rebelles Houthis au Yémen, a condamné les frappes de la coalition arabe menées par l'Arabie Saoudite. La Turquie ne participe pas militairement à l'opération mais a envoyé une mission de formation militaire et a évoqué un partage des renseignements avec la coalition. Mais le président Erdogan a évité d'évoquer le sujet lors de cette déclaration à la presse. Il avait reçu lundi à Ankara le ministre saoudien de l'Intérieur et futur prince héritier Mohammed ben Nayef, pour un entretien qui n'avait pas été annoncé. M. Rohani a souhaité que les deux pays, «avec l'aide d'autres pays de la région, aident pour qu'il y ait la paix, la stabilité, un gouvernement élargi et un dialogue» entre les Yéménites.

«Nous sommes d'accord sur le fait que l'instabilité, l'insécurité et la guerre doivent cesser dans toute la région», a ajouté le président iranien.

Le président turc islamo-conservateur avait dénoncé fin mars ce qu'il a appelé la volonté de «domination» de l'Iran au Yémen, appelant Téhéran à «retirer toutes ses forces du Yémen, de la Syrie et de l'Irak».

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammed Javad Zarif, avait alors accusé Ankara d'alimenter l'instabilité au Moyen-Orient. Des journaux et députés conservateurs iraniens ont pour leur part dénoncé les «insultes» de M. Erdogan, demandant l'annulation de cette visite.

La Turquie et l'Iran s'opposent également sur la Syrie. Téhéran est le principal allié régional du président Bachar al-Assad alors qu'Ankara soutient la rébellion. Plusieurs ministres accompagnent M. Erdogan, qui doit être également reçu par le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, pendant cette visite officielle d'une journée.

Malgré ces tensions, les deux pays voisins veulent renforcer leurs relations commerciales et économiques pour atteindre 30 milliards de dollars en 2015. M. Erdogan a toutefois affirmé que le commerce bilatéral était actuellement défavorable à la Turquie puisque «l'Iran exporte 10 milliards de dollars et importe seulement 4 milliards de produits turcs».

Il a également souhaité que les échanges commerciaux soient libellés «dans les monnaies des deux pays» et non plus en dollars ou en euros afin de ne pas «rester sous la pression» de la valeur de ces deux devises. Mais il a demandé une baisse du prix du gaz acheté à l'Iran. «Le gaz que nous achetons à l'Iran est le plus cher. Si le prix baisse nous pourrons en acheter plus», a déclaré M. Erdogan, ajoutant : «C'est ce que doit faire un pays ami».

Il a également souhaité étendre les liaisons aériennes aux villes moyennes en Iran, ainsi qu'une hausse des importations d'électricité comme c'est déjà le cas pour plusieurs provinces turques. Lors de cette visite, huit documents de travail, notamment dans les domaines des transports, des douanes, de l'industrie et de la santé, ont aussi été signés.

ETATS-UNIS

Rand Paul, deuxième républicain à se lancer dans la course à la Maison Blanche

Le sénateur Rand Paul, conservateur anti-establishment et précurseur du Tea Party, est devenu hier le deuxième républicain d'envergure à se lancer dans la course pour la présidentielle américaine de 2016.

Le républicain a mis fin au suspense en confirmant sa candidature sur son site randpaul.com: «Je suis candidat à la présidentielle pour ramener notre pays aux principes de liberté et de gouvernement limité».

L'annonce précède le discours qui doit marquer le coup d'envoi de sa campagne, à partir de 11h30 locales (15h30 GMT) à Louisville, dans le Kentucky, Etat du centre des Etats-Unis dont il est l'un des deux sénateurs depuis le raz-de-marée républicain de novembre 2010.

Il suit Ted Cruz, qui a lancé un appel aux évangéliques en lançant sa candidature à l'investiture il y a deux semaines, mais devance Jeb Bush, qui mène les sondages des primaires sans avoir officialisé sa candidature.

Côté démocrate, Hillary Clinton a déjà ses équipes en place et des bureaux de campagne, suggérant un lancement dans les prochaines semaines.

Les équipes de Rand Paul ont loué une salle d'un immense hôtel où de grands écrans affichaient ce qui ressemblait à un slogan : «Vaincre la machine washingtonienne, libérer le rêve américain».

Suivront quatre jours de campagne dans les Etats qui voteront en premier aux primaires du début de 2016 : Iowa, New Hampshire, Caroline du Sud et Nevada.

C'est en défiant l'«establishment» républicain que Rand Paul, ophtalmologiste de 52 ans, a lancé sa carrière politique en 2009, au tout début du mouvement anti-impôts et anti-Etat appelé à exercer une influence démesurée au sein du parti républicain durant les années Obama : le Tea Party.

Et c'est en se présentant comme un «nouveau genre de républicain» que Rand Paul cherchera à la fois à rassembler les ultra-conservateurs durant les primaires, et à élargir la base électorale du parti auprès des jeunes, des centristes et des minorités un délicat numéro d'équilibriste.

«Rand est médecin et cela lui donne une perspective unique à Washington», raconte son épouse Kelley dans une nouvelle vidéo de campagne. «Il est formé pour diagnostiquer un problème et trouver une solution».

Il devra assumer l'héritage de son père, Ron Paul, son héros politique qui fut candidat «libertaire» à la présidentielle de 1988, c'est-à-dire conservateur sur les questions économiques mais libéral sur les questions de société. Le père Paul porta aussi la flamme libertaire aux primaires républicaines de 2008 et 2012, chaque fois épaulé par son fils Rand.

Electorat jeune

Rand Paul est fidèle à la tradition libertaire: il est en guerre ouverte avec les néoconservateurs de son parti, dénonce l'interventionnisme des années Clinton, Bush et Obama, et promeut une ligne économique ultra-libérale.

Les libertaires saluent sa dénonciation des programmes de surveillance de la NSA (Agence nationale de sécurité), ses propositions sur le cannabis médical et pour une réforme du système pénal, afin de promouvoir des peines alternatives à la prison.

«C'est très important pour les électeurs jeunes», dit à l'AFP Matt Kibbe, président de l'organisation Freedomworks, qu'il décrit comme moteur du «mouvement de la liberté». «Les sujets républicains traditionnels comme le taux marginal de l'impôt ne disent pas grand-chose aux jeunes qui commencent à travailler, alors que les questions de justice rencontrent un bon écho.»

Rand Paul préfère se décrire comme un «conservateur libertaire» ou «constitutionnel», et il a mis de l'eau dans son vin libertaire. Alors qu'il dénonçait la gabegie des dépenses militaires américaines, il a récemment soutenu une hausse du budget du Pentagone. Sur le mariage gay et le droit à l'avortement, il est proche de la ligne républicaine traditionnelle.

«Oui, c'est vrai, il a dit des choses qui font râler les libertaires, mais (...) il reste le plus libertaire de tous les candidats», dit à l'AFP David Boaz, vice-président du centre de réflexion libertaire Cato Institute.

Les démocrates, et certains de ses rivaux, préfèrent y voir de l'opportunisme.

«Il dit qu'il est différent, mais quand on regarde de près, il est comme tous les autres prétendants républicains: bon pour les plus riches et mauvais pour la classe moyenne», a estimé la présidente du parti démocrate, Debbie Wasserman Schultz.